



ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES À MADAGASCAR : VERS UN HYPOTHÉTIQUE SECOND TOUR ?

Félicité Jessica Ranohefy a un Master en gestion de conflits et droit humanitaire de même qu'un Master en droit des affaires internationales. Elle a une expertise en Gestion de conflits (de la prévention aux situations post-conflits), actions humanitaires, droit humanitaire international, gestion de catastrophes. Elle a fait partie du Comité d'experts pour la rédaction de l'African Union Disaster Management policy. Elle a travaillé auprès de l'Union africaine en Ethiopie, au Kenya et au Botswana sur des thèmes comme la libre circulation des personnes, l'interdépendance entre conflit et problèmes de citoyenneté en Afrique, les mécanismes de prévention de conflits en période de crise. Elle est actuellement en charge du projet de formation des femmes candidates aux élections à Madagascar au sein de la Médiature de la République.

PUBLICATIONS

- « Construire la paix sur le terrain, Analyse des violences de genre au Japon », Note d'analyse, mars 2012.
- « Comprendre l'importance de l'approche interculturelle en contexte humanitaire », Mémoire de spécialisation, juin 2012.
- « Rapport de l'Union africaine sur la Citoyenneté en Afrique ; Prévenir l'apatridie, Prévenir les conflits », Rapport du Département des Affaires politiques, Division des Affaires humanitaires, octobre 2012.
- « L'Union africaine : défis et alternatives, dix ans après », Rapport de stage de Master II Janvier 2013.
- « La libre circulation des personnes en Afrique et passeport continental : vers une Afrique intégrée et en paix ? », Note d'analyse politique, Août 2013.

INTRODUCTION

L'annonce de la date des élections présidentielles le 22 août 2013 a suscité une vague d'espoir au sein de la société malgache, prise en otage d'une crise politique qui dure depuis près de quatre ans et demi. La durée de la transition aura coïncidé avec celle d'un mandat classique à la magistrature suprême. La tenue du premier

tour des élections présidentielles le 25 octobre prochain marquera-t-elle la fin du régime actuel? Le doute reste permis. Alors que la campagne officielle débute avec ses trente-trois candidats, le climat est loin de s'apaiser, bien au contraire. Les confrontations et provocations entre les équipes adverses sont monnaie courante. Les rues deviennent le théâtre de débats hors des exigences de l'Etat de droit et de la démocratie. Or, la restauration de ces deux attributs essentiels au rétablissement d'une République malgache forte et pacifiée est au cœur de tous les discours. Rien dans les attitudes, ni dans les grands vœux des prétendants au titre ne laisse envisager une sortie de crise sans violence et dans le respect de la légalité. L'ambiance délétère qui règne actuellement présage de ce qui va se passer après le premier tour.

Mais les conditions pour une sortie de crise durable à Madagascar sont-elles aujourd'hui seulement réunies? Le bon déroulement du premier tour du scrutin présidentiel sera prépondérant pour la suite des événements mais ne saurait à lui seul garantir une marche sereine vers le second tour et les élections législatives prévues le 20 décembre 2013. A cet égard, la position de la communauté internationale, pourtant très active depuis 2009, pose question. En effet, après s'être mêlée de la situation au plus près, elle semble s'en être désintéressée au prétexte de non ingérence. Son silence depuis la publication des dates d'élections vaut-il annonce de la fin de la médiation? Quelles que soient les raisons d'une telle posture, le moment semble peu opportun pour laisser une nation malgache, fortement affaiblie, livrée à elle-même. L'espoir d'une sortie de crise est permis, mais elle sera longue et difficile. L'implication des acteurs nationaux et internationaux tout autant que celle des citoyens sera déterminante pour une réconciliation du peuple et de ses dirigeants.

Afin de mieux comprendre les enjeux des élections à venir, il nous faut revenir sur l'histoire même de cette transition et les événements qui ont marqué son existence. Il nous faut également comprendre les raisons de l'échec des multiples initiatives nationales et internationales en vue d'une résolution de la crise à Madagascar. Enfin, nous dresserons un état des lieux des tendances actuelles du conflit malgache afin de pouvoir envisager

des pistes d'action pour l'instauration d'un climat politique et social pacifié.

I. D'UN RÉGIME TRANSITOIRE À UN VÉRITABLE MANDAT PRÉSIDENTIEL : RETOUR SUR QUATRE ANS D'INCERTITUDES

La crise politique que traverse actuellement Madagascar trouve sa source dans la guerre ouverte qui opposait dès l'année 2008 Marc Ravalomanana, alors président de la République, à Andry Rajoelina, maire de la capitale, Antananarivo, et fervent opposant au régime en place. Néanmoins, le climat politique et social de l'époque laissait déjà craindre l'éclatement d'un conflit. Les violations manifestes des droits de l'homme, la corruption, les abus de pouvoir, l'absence de transparence dans la gestion des affaires de l'Etat ont entravé les efforts en faveur du développement pourtant initiés par le gouvernement lui-même. L'amélioration des infrastructures routières et un timide début de croissance n'auront pas fait oublier les dérives au sommet. Sans être vraiment remise des crises successives qui l'ont secoué, la nation malgache se retrouve dans un engrenage de manifestations plus ou moins pacifiques qui aboutira le 7 février 2009 à de violents affrontements dans la capitale. Quelques semaines plus tard, Marc Ravalomanana annonce sa démission et remet le pouvoir à une faction de l'armée qui le confie sans délai à Andry Rajoelina contre l'avis de certains généraux, d'une majorité de la population, de la classe politique ainsi que de la communauté internationale.

L'instauration de la Haute Autorité de la Transition, présidée par Andry Rajoelina lui-même, en mars 2009 et la dissolution du Parlement vont marquer le début de près de quatre ans et demi de chaos pour Madagascar. Sanctionnée par la communauté internationale pour cause de coup d'Etat, l'île se voit privée de toute aide extérieure et se trouve livrée à elle-même. Pendant que l'armée plie sous l'effet des mutineries, de divisions internes à ses différents corps, l'insécurité, le non droit et la misère s'imposent dans le quotidien des malgaches. Alors que la transition ne devait durer que quelques mois, le temps de préparer des élections libres et inclusives, un premier gouvernement d'union nationale va permettre à Andry Rajoelina de rester aux commandes de l'Etat. De remaniements en remaniements, de médiations internationales en multiples feuilles de route se voulant consensuelles, les efforts en faveur d'une résolution de la crise vont se multiplier sans qu'aucun n'aboutisse. Les accords de Maputo sitôt signés, sitôt violés, n'ont trouvé aucun écho dans les différentes décisions prises au niveau national sinon qu'ils ont permis à certains signataires d'occuper des fauteuils

ministériels. Les revendications semblaient finalement n'être qu'une lutte pour occuper de sièges au sein des différentes instances de la transition. Prévues d'abord en octobre 2010, les élections seront remplacées par un référendum instituant un mois plus tard la IVe République. Dès lors, elles seront sans cesse reportées, mai 2011, courant 2012, juin 2013, août 2013 brisant à chaque fois les espoirs du peuple d'apercevoir la sortie d'une crise qui n'aura que trop duré. Le rythme effréné des campagnes présidentielles, l'apparent consensus sur la liste définitive¹ des candidats éloignent la possibilité d'un ultime report. Pour autant, si la marche vers un premier tour paraît assurée, les conditions pour que le second tour et le scrutin législatif se déroulent dans le calme restent fragiles. Et si la tenue d'élections n'a jamais été gage de changements, la faiblesse des engagements pris dans les programmes électoraux compromet l'idée d'un renouveau pour Madagascar.

II. LE DÉFI DU CHANGEMENT : LE FLOU DES PROMESSES ÉLECTORALES

Contrairement aux autres années d'élections à Madagascar, 2013 se démarque par le nombre de candidats à la présidence de la République. Cette particularité qui n'a pas manqué de susciter des moqueries venues de toute part interpelle aussi par son vide idéologique et la faiblesse des engagements au regard des enjeux. Lancés à vitesse de croisière dans une campagne où se mêlent gros coups budgétaires et médiatiques ainsi que spectacles d'artistes du moment pour amener la foule, les prétendants au titre semblent avoir loupé le coche en ce qui concerne le fond de leurs programmes. Après quatre ans de crise, les enjeux sont pourtant nombreux et leur prise en charge cruciale pour un retour à la stabilité sociale, politique et économique. Beaucoup prônent le changement, la rupture sans en révéler la teneur. Pas, ou peu, de projets de société, les discours se cantonnent aux critiques, à ressasser le passé et à pointer du doigt l'adversaire, parlent d'un salut proche tandis que le fond des problèmes n'est jamais soulevé. Jusqu'ici, les multiples défis auxquels Madagascar doit faire face ne sont évoqués que de façon lapidaire, relégués derrière le seul besoin de cocher un numéro sur le bulletin unique. Certes, le vote des citoyens est primordial pour la sortie de crise, mais il ne s'agit que d'une étape dans le long processus qui conduira à la paix. La lutte contre l'insécurité, la restauration de l'Etat de droit, le retour du peuple dans les prises de décisions, la gratuité de l'édu-

1. Liste excluant les candidats n'ayant pas rempli les conditions requises pour se présenter aux élections, dont les anciens présidents Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka et le président de la Transition.

cation sont des promesses louables, mais restent insuffisantes. Retrouver l'unité nationale malmenée durant ces quatre ans va de pair avec la quête d'une reconstruction durable du pays. Restaurer la confiance du peuple en ses institutions, réanimer la conscience citoyenne, mieux protéger les droits humains constituent des initiatives urgentes. Pour que Madagascar puisse repartir sur des bases solides, c'est tout un travail sur les facteurs de récurrence des troubles qu'il faudrait mener. Cela implique notamment un engagement de l'Etat, des citoyens, de la société civile et de la communauté internationale à repenser les bases de la construction d'une future Nation malgache.

Sur le plan économique, le constat est aussi peu glorieux. Les quelques plans de relance qu'on retrouve dans certains programmes n'envisagent que la reprise de l'emploi et la lutte contre le chômage, soit un simple copier-coller des promesses électorales dans les pays occidentaux. Cette vision économique parcellaire ne peut être un remède efficace à quatre ans de chute économique et de pertes financières faramineuses. Les trafics de bois précieux et de bétail n'ont jamais été aussi importants. Les fraudes fiscales et la corruption ont atteint des proportions inquiétantes. L'arrêt des financements internationaux et les pertes de recettes au niveau de l'Etat ont creusé un gouffre financier qu'il faudra rapidement combler. Le régime de transition a souvent rimé avec crise politique mais les réalités économiques ont été bien plus difficiles, d'autant qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune initiative palliative en quatre ans. La fermeture de centaines d'entreprises, la fuite des investisseurs, la baisse des activités touristiques n'ont pas interpellé les membres d'une classe politique entièrement mobilisée par la gestion de ses propres ambitions. Que ces chantiers ne fassent toujours pas l'objet d'attention de la part des candidats à la présidentielle remet en cause leur crédibilité et leur capacité à diriger le pays. Pourtant, sur les trente trois candidats, nombreux sont ceux qui disposent d'un parcours brillant, dans les meilleures écoles d'ici et d'ailleurs. A ce vide idéologique s'ajoute la présence de candidats qui, dès leur inscription sur la liste des présidentiables, avouait à demi-mot déjà leur futur échec et se targuait de ne vouloir jouer que les trouble-fête pour, au mieux, monnayer leurs voix au second tour en échange d'une place dans le futur gouvernement. Beaucoup oublient que ce vote est un mandat et que ce mandat est sacré.

Cette période capitale pour l'avenir de Madagascar est devenue celle de la mise à mort de nombreux principes démocratiques. Ce n'est ni l'excellence, ni les compétences, ni les droits et les devoirs qui priment mais bien les coups bas et le folklore autour des

*tso-drano*², des bénédictions religieuses et autres rites ancestraux. Derrière ces diverses manœuvres se cache en réalité un manque de vision politique et stratégique pour relancer le développement du pays.

III. TROUBLES SOCIAUX ET MÉTÉO : LE SECOND TOUR EN HYPOTHÈQUE

D'un point de vue général, la campagne présidentielle se déroule dans une ambiance plutôt bon enfant. Néanmoins, de nombreux éléments laissent penser que le risque d'embrasement n'est jamais bien loin. Premièrement, les tentatives de déstabilisation se multiplient de part et d'autres, instaurant un climat malsain de scandale. Parmi les faits notables, la cession des actions de Crédit agricole³ qui aurait été fait en douce, mettant clairement en cause un des candidats en lice, supposé être le poulain de la Haute Autorité de Transition. Porter à la connaissance des citoyens le traitement controversé des affaires publiques permet d'assurer une certaine transparence nécessaire en démocratie. Toutefois, une telle révélation alors que le climat est tendu ne traduit-elle pas une manœuvre supplémentaire pour détourner l'attention du peuple des vrais enjeux et créer des troubles inutiles ? En cette période où les différentes sensibilités s'animent, évoquer sur la place publique des sujets aussi délicats ne risque-t-il pas d'envenimer une situation déjà précaire ? Il relève de la responsabilité de chacune des parties prenantes à ces élections d'assurer un processus pacifique, il en va même de leurs intérêts. Il est évident que les élections ne doivent pas constituer un moyen de détourner l'attention du peuple des affaires de l'Etat. Cependant, les différents acteurs ont le devoir d'assurer l'apaisement pour éviter de compromettre la tenue effective des scrutins ouvrant ainsi la voie à une sortie de crise rapide. Ensuite, le contenu de certains discours tend à réactiver des rancœurs qui, même légitimes, n'ont pas à être exploitées de façon à attiser la haine. Les conséquences de telles prises de position vont au-delà de la simple incrimination de l'adversaire. C'est tout un contexte de paix relatif que l'on met en péril. Ainsi, les récentes mises en garde du Quai d'Orsay à ses ressortissants démontrent la crainte d'affrontements qui risquent de surgir au regard du contexte actuel. Même s'il n'est pas rare en période électorale que les chancelleries en appellent à la prudence, le climat interne révèle l'existence d'un conflit latent à Madagascar. Enfin, la gestion ou plutôt le manque,

2. Bénédiction des chefs traditionnels

3. Vente des actions du Crédit agricole, titulaire de 51% des parts de la première banque à Madagascar au profit d'un consortium sans qu'aucune garantie ne soit offerte et sans que l'Etat ne soit intervenu.

voire l'absence de gestion de cette campagne constitue à elle seule un facteur potentiel de conflit. Le traitement inégal des différents candidats pourrait à terme susciter des manifestations et des mouvements de contestation des résultats du premier tour, comme certains l'annoncent déjà, à demi-mot, lors de leurs interventions. A cet égard, il paraît important que les institutions en place, à commencer par la CENI-T⁴, régulent les activités de cette campagne afin d'assurer le respect du code électoral, des droits et devoirs que celui-ci implique.

Le déroulement pacifique de la campagne présidentielle constitue un enjeu essentiel pour le maintien du prochain scrutin. Malgré les efforts menés par la CENI-T, la Primature, avec le soutien de la Communauté internationale, la sécurisation des élections n'est pas encore assurée. L'affaire des bombes artisanales en septembre a ravivé la crainte de manœuvres destinées à compromettre la stabilité toute relative du pays. A ces tentatives s'ajoutent d'autres troubles plus inquiétants comme l'attaque de la gendarmerie de Nosy-Be ou d'Amboasary par les locaux ou les manifestations de plus en plus violentes des étudiants de l'université d'Antananarivo. Il est évident que la défaillance de l'Etat laisse libre cours aux dérives d'un peuple laissé à l'abandon. Ces derniers temps, les appels de l'armée pour l'allocation d'un budget spécifique en vue de la sécurisation des élections se sont multipliés. D'aucuns avouent leur impuissance face à la montée des tensions sociales. Il aura fallu une ultime explosion près du domicile du Président de la Cour électorale spéciale pour qu'une réunion d'urgence pour l'élaboration d'une stratégie en ce sens ait lieu. Cette initiative quelque peu tardive arrive à point nommé. Néanmoins, à une vingtaine de jours du premier tour, la Commission de sécurisation se trouve seulement au stade de la planification. Ce manque d'anticipation et de réactivité des entités en charge de cette mission révèle leur incapacité à gérer de façon efficace le déroulement du processus. La nécessité d'organiser le scrutin avant la fin de l'année a impliqué une prise de décision précipitée dans la détermination des dates du vote. Dans les faits, cela se traduit par des failles importantes dans la sécurisation et la gestion de la phase pré-électorale. La voie du premier tour reste ainsi semée d'embûches et les conditions pour la tenue du second demeurent incertaines.

Outre la pacification nécessaire de la campagne et du premier tour, le gouvernement et les institutions électorales vont devoir faire face à un obstacle majeur soulevé dès l'annonce du scrutin : la saison des pluies. Cette période qui entame la saison cyclonique risque

d'entraver une participation effective des citoyens au deuxième tour. Les infrastructures routières dans beaucoup de régions deviennent impraticables dès les premières pluies, compromettant la possibilité pour les habitants de certains villages de rejoindre les bureaux de vote. De même, l'acheminement des résultats venant des localités éloignées vers le centre reste tributaire des conditions météorologiques ouvrant une brèche pour les fraudes. Comme au niveau de la sécurisation, il paraît important que la CENI-T et ses partenaires mettent en œuvre des stratégies de prévention de conflit et réactivent les mécanismes d'alerte précoce pour garantir un déroulement optimal des élections présidentielles.

CONCLUSION

La tenue des élections présidentielles à Madagascar marque la première étape vers la sortie de crise. Elles revêtent une importance particulière puisqu'elles vont permettre la mise en place d'un gouvernement issu des vœux du peuple. Elles sont aussi la voie vers la restauration d'un Etat de droit et des principes démocratiques au sein du pays. Toutefois, cette étape bien qu'essentielle n'est qu'une phase dans le processus de reconstruction de la paix sociale et politique comme de la stabilisation économique. A cet égard, les initiatives en faveur de la prévention et de la gestion des conflits doivent être multipliées pour sortir de ce cycle de crises initié à la fin des années 1970. De plus, le renforcement des capacités et des structures gouvernementales doit faire l'objet d'une attention particulière pour que les relations entre le peuple et les autorités publiques soient pacifiées. Par ailleurs, un véritable mécanisme de réconciliation nationale doit être engagé pour assurer une sortie de crise durable. Cela implique une refonte de l'actuel Conseil de Réconciliation nationale ou sa mise en marche effective. Enfin, il paraît important de réveiller ou d'éveiller la conscience citoyenne ayant fait défaut durant ces années de transition, et bien avant. Il appartient aujourd'hui au peuple malgache de cesser d'être spectateur de son sort et de devenir un artisan de la paix. Les Malgaches semblent avoir démissionnés alors que leurs devoirs de citoyen n'ont jamais été autant sollicités. Le faible intérêt porté par la population à cette campagne révèle un manque criant de patriotisme et d'éducation citoyenne. A défaut d'assumer enfin leur rôle de détenteur ultime du pouvoir, ils laisseront toujours une grande marge aux manœuvres visant à leur soutirer cette souveraineté au profit d'une classe politique corrompue et sans idées. sortie de ce cercle vicieux de crises repose sur la volonté du peuple de rappeler la valeur et le sens du mandat confié à ses dirigeants ainsi que sur la responsabilisation des Malgaches quant à l'avenir de leur pays.

4. Commission électorale nationale indépendante pour la Transition, <http://www.ceni-madagascar.mg/>